

## AFGHANISTAN

## En France, des maires se mobilisent pour les réfugiés

Des élus de gauche se disent prêts à accueillir des Afghans. L'exécutif dénonce une « instrumentalisation »

De nombreux maires de gauche, en France, ont annoncé depuis mardi 17 août qu'ils étaient prêts à accueillir, dans leur commune, des réfugiés afghans après la reprise de Kaboul par les talibans. Même s'il est trop tôt pour savoir si cet événement provoquera des départs massifs, les vidéos prises sur le tarmac de l'aéroport de la capitale, où des habitants tentaient en vain de s'accrocher aux derniers avions, ont marqué les esprits.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a affirmé, dans une allocution télévisée lundi soir, que la France « fait et continuera de faire son devoir pour protéger celles et ceux qui sont les plus menacés », sans donner de chiffres ni de calendrier précis. Mais son expression sur la nécessité de « se protéger contre des flux migratoires irréguliers importants » a provoqué de nombreuses réactions.

« J'ai été choquée par l'intervention du président de la République, qui manquait cruellement d'empathie. Comment a-t-il pu lier des gens qui sont en danger de mort parce qu'ils soignent ou qu'ils éduquent à l'immigration clandestine ? », s'interroge la maire socialiste de Lille, Martine Aubry. L'écologiste Eric Piolle, à la tête de la ville de Grenoble, a eu, lui aussi, des mots particulièrement durs contre le chef de l'Etat. « Emmanuel Macron fait honte à la France », a déclaré celui qui est également candidat à la primaire écologiste.

Forcé de réagir, le gouvernement regrette, par la voix de son porte-parole, Gabriel Attal, « des instrumentalisation politiques » et certifie que « la France prendra sa part et accueillera comme elle le fait déjà. Chaque année, vous avez plusieurs milliers d'Afghans qui reçoivent l'asile dans notre pays parce qu'ils fuient les persécutions et la guerre ». L'exécutif répète que 80 % des demandes d'asile venues de réfugiés afghans sont in fine acceptées en France, après les recours.

Sauf que certains élus de gauche continuent de s'interroger sur les circonstances actuelles avec une question : pourquoi le retrait des troupes américaines en Afghanistan et la prise de pouvoir des talibans n'ont pas été planifiés en amont ? « Je ne comprends pas, tonne la maire de Lille, Martine Aubry. Quand on décide de s'en

aller, on prépare la sortie. La France ne l'a pas fait pour des Afghans en grand danger, c'est incompréhensible. » Depuis son allocution, Emmanuel Macron n'a pas caché son agacement en affirmant que ses propos avaient été volontairement sortis de leur contexte, et il a multiplié les tweets sur le sujet. « Nous vous le devons. Bienvenue », a-t-il ainsi écrit mercredi soir en postant une photo d'un avion militaire français rapatriant notamment des réfugiés.

## « Solidarité » et « ouverture »

Une explication de texte qui n'a pas suffi à calmer les maires de gauche. A Marseille, le maire socialiste, Benoît Payan, indique que l'histoire de la cité phocéenne « se confond avec celle des persécutés, des pourchassés, des affamés, venus ici pour survivre et puis vivre ». Il précise que ces gens « auront toujours une place dans notre ville ». Le même refrain est entonné par les maires écologistes, très actifs sur ce débat, notamment à Strasbourg (Jeanne Barseghian, Europe Ecologie-Les Verts, EELV), Tours (Emmanuel Denis, EELV), Grenoble (Eric Piolle, EELV), Lyon (Grégory Doucet, EELV) et Bordeaux (Pierre

Hurmic, EELV), pour ne citer qu'eux. S'agit-il d'annonces sans lendemain destinées à flatter un électoral sensible au traitement des réfugiés, une opportunité de s'opposer au chef de l'Etat, à quelques mois de l'élection présidentielle, ou de projets d'accueil à plus long terme ?

A la mairie de Marseille, on rappelle que « la ville a adhéré, en février, à l'Association nationale des villes et territoires accueillants » pour en faire un modèle de « ville ouverte et solidaire » et qu'il ne s'agit donc pas d'un coup médiatique. En Mayenne, le maire de Laval, Florian Bercault (divers gauche), précise lui aussi que la ville qu'il dirige depuis un an restera « fidèle à ses valeurs d'humanité, de solidarité et d'ouverture ». Côté méthode, l'entourage du maire de Laval explique que c'est « un travail avec les associations locales qui agissent dans l'accueil des demandeurs d'asile qui sera privilégié ».

A Tours, la mairie a déjà demandé aux bailleurs sociaux de recenser les appartements vides, pouvant être attribués à des familles afghanes. A Lille, Martine Aubry affirme avoir déjà une idée de la façon dont elle pourrait organiser l'accueil d'Afghans

« L'HISTOIRE DE MARSEILLE SE CONFOND AVEC CELLE DES PERSÉCUTÉS, DES POURCHASSÉS, DES AFFAMÉS, VENUS ICI POUR SURVIVRE ET PUIS VIVRE »

BENOÎT PAYAN  
maire de Marseille

dans sa ville, notamment dans un lieu où vivaient jusqu'à très récemment des réfugiés originaires du Darfour. Ils avaient été logés là en 2018, après les atterrissements autour de l'Aquarius, un bateau qui ne trouvait pas de port où accoster.

La mairie de Lille s'était proposée pour en accueillir une partie. « Aujourd'hui, ils sont autonomes, ils travaillent ou sont en formation et ils parlent français. Le lieu est donc disponible. Il a été remis en état et peut accueillir des Afghans menacés par les talibans », explique la maire. L'ancienne ministre du travail parle aussi d'« appartements et de maisons » qui peuvent être mis à la disposition de ceux qui en auraient besoin, sans compter « des ateliers pour les artistes réfugiés ».

Ces prises de position ont immédiatement fait réagir la droite. « La France doit rapatrier nos compatriotes et ceux qui nous ont aidés, notamment les traducteurs, a estimé Bruno Retailleau, président du groupe des sénateurs Les Républicains, avant de mettre en garde. L'Europe mais aussi la France devront faire preuve d'une fermeté qui leur asouvent manqué pour éviter une vague migratoire déstabilisatrice. »

Le maire de Nice, Christian Estrosi, s'est justifié mercredi au micro de RTL en expliquant que sa ville « a été victime, ces dernières années, du terrorisme de manière considérable, avec l'attentat du 14 juillet 2016 sur la promenade des Anglais ». L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy dit privilégier « une politique de quotas », qui serait mise en place à une échelle plus large que celle de la ville. Les élus locaux ne pourront, quoi qu'il arrive, pas faire grand-chose sans l'Etat, qui reste détenteur des compétences en matière de droit d'asile. ■

MARCEAU TABURET